

Jean-Noël de Galzain, fondateur de Wallix, leader français de la sécurisation des accès aux réseaux informatiques d'entreprise

## « Les grands groupes doivent faire face à l'interconnexion généralisée »

Propos recueillis par Sarah Belouezzane

Jean-Noël de Galzain a fondé Wallix en 2003 pour répondre aux besoins de sécurité informatique des entreprises. Avec une croissance de 150 % par an, la société est devenue le leader français dans le domaine de la gestion et de l'identification des accès aux réseaux informatiques.

**Quel est le domaine d'activité de Wallix ?**

La sécurité des systèmes informatiques concerne essentiellement trois domaines : d'abord les antivirus, ensuite les pare-feux (protection) et les antispams (filtrage), et enfin la gestion des identités et des accès. C'est de cette dernière partie que nous nous occupons. Nous éditons des logiciels qui permettent aux entreprises de gérer tous les risques liés à la multiplication des utilisateurs de leurs réseaux, qui accèdent ainsi à toutes leurs ressources informatiques. C'est aussi le cas lorsqu'une société confie l'administration de son parc informatique ou de son réseau à un prestataire extérieur.

Le risque est que certaines personnes utilisent ces informations à leur propre profit. On le constate tous les jours ! Un des cas les plus célèbres est celui de Jérôme Kerviel. Au départ, à la Société générale, il était contrôleur informatique. Il vérifiait jusqu'où allaient les traders dans leurs engagements. Quand il est devenu trader lui-même, il a conservé ses codes et ses droits sur le réseau. Résultat, il était devenu juge et partie, et plus personne n'avait la main sur ce qu'il faisait.

Autre exemple : l'affaire WikiLeaks. Encore une fois, c'est un salarié qui a utilisé son droit d'accès pour récupérer des informations confidentielles qu'il n'avait pas le droit de consulter et encore moins de diffuser.

**Quelles technologies permettent d'éviter cela ?**

Nos logiciels permettent, entre autres, de contrôler qui a accès à quoi et qui est allé sur le réseau récemment. On peut alors activer ou désactiver les codes, ou encore restreindre le champ d'accès.

En 2006, nous avons développé un système similaire qui a été téléchargé plusieurs millions de fois. Mais notre produit phare est le Wab, une solution qui permet à la fois ce type de gestion et une traçabilité de l'éventuelle intrusion, au moyen de captures d'écran régulières



BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

et la possibilité de revoir ainsi en vidéo tout ce qui a été fait. Le Wab évolue de manière continue et nous investissons constamment dans de nouvelles fonctionnalités. Nous avons signé des accords avec des laboratoires de recherche tels que ceux de l'Inria ou de l'école d'ingénieurs Epita pour être toujours à jour et renforcer notre offre.

**Qui sont vos clients ?**

J'ai fondé cette entreprise en

2003. A ce moment-là, il y avait un vrai besoin de sécurité informatique sur le marché. Banques et multinationales voulaient s'assurer que leurs informations étaient à l'abri partout dans le monde. Nous avons pu sécuriser les filiales de grands groupes installées dans des pays sensibles - Birmanie, Iran, Asie du Sud, Libye, Syrie et Amérique latine. Ce sont des pays où la sécurité du réseau n'est pas fiable, et où le réseau lui-même est de

mauvaise qualité. Ces filiales sont installées dans des conditions extrêmes, où il fait très chaud ou très froid, où il peut y avoir des tempêtes de sable et... de l'instabilité politique. Il faut être capable d'intervenir de loin, tout en conservant la meilleure qualité de service possible. Nous avons mis en place une équipe de douze personnes pour surveiller ces sites à distance.

Nous avons eu la chance que Total soit la première grande entre-

prise à nous faire confiance, pour sécuriser ses sites dans 70 pays. Ils nous ont choisis à ce moment-là, car nous avions la technologie la plus adaptée à leurs demandes. C'est un groupe d'une importance colossale, travailler pour eux a été très exigeant et nous a amenés à nous professionnaliser.

Nous avons aujourd'hui, outre Total, 120 grands clients, dont 50 % dans la banque et le secteur public. Mais nous avons aussi pour clien-

### Parcours

**1995** Jean-Noël de Galzain, né en 1971, fonde Best of Media, une entreprise spécialisée dans l'édition multimédia.

**1999** Fondation d'Aurora Groupe, un des pionniers français du logiciel libre.

**2003** Revente d'Aurora au groupe Business & Décisions et fondation de Wallix dont il est encore président.

tes des collectivités locales ainsi que des PME.

**Comment voyez-vous l'avenir de Wallix dans le contexte économique actuel ?**

Notre but est de passer de 3,5 millions d'euros de revenus aujourd'hui à 50 millions dans les six ans à venir. Nous sommes déjà leaders en France, mais nous venons de lever 2 millions d'euros pour devenir numéro un européen. Ensuite, nous irons en Chine et aux Etats-Unis. Nous ne sommes pas très inquiets, le marché sur lequel nous nous trouvons est en très forte croissance. Il n'y a pas une semaine, voire deux jours sans qu'on voie apparaître un problème de sécurité.

Avant, l'informatique était confidentielle, gérée par des informaticiens ; maintenant, elle est omniprésente et a besoin d'être protégée. Les smartphones, le « cloud computing » (« informatique dans les nuages »), qui consiste pour une entreprise à stocker ses données sur des serveurs extérieurs, tout cela devient stratégique et critique. Or les entreprises n'ont pas assez de ressources et doivent faire face à cette interconnexion généralisée. C'est difficile de savoir à quel point, quand et comment. Une étude récente de Symantec montre que la cybercriminalité leur coûte en moyenne 1,7 milliard d'euros par an ! 90 % d'entre elles devraient vivre au moins une fois un incident qui va leur coûter de l'argent et du temps.

Nous pourrions donc avoir beaucoup plus de clients ! Cent vingt, ce n'est pas suffisant. Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour gagner des parts de marché dans ce secteur. ■

**Une croissance de 150 % par an**

**Chiffre d'affaires** 3,5 millions d'euros en 2011. Wallix souhaiterait réaliser plus de 50 millions dans le monde d'ici à 2018.

**Croissance** 150 % par an depuis quatre ans.

**Effectif** Quarante personnes. L'entreprise veut augmenter son effectif pour atteindre 200 salariés dans les quatre années à venir.

**Nombre de clients** 120, dont 50 % dans la banque, les assurances et le secteur public.

**Nombre de revendeurs** Ils sont 30 dans le monde. L'objectif est qu'ils soient 200 d'ici à 2015.

## Un préjudice qui se chiffre en milliards d'euros

ATTAQUE contre le réseau PlayStation de Sony en avril ; contre le groupe de défense américain Lockheed Martin en mai ; contre le japonais Mitsubishi Heavy Industries en août ; contre l'opérateur téléphonique ATT en novembre : il n'a pas une semaine sans que les cybercriminels sévissent.

Un constat d'abord : 99 % des entreprises admettent que leurs opérations sont dépendantes de leur système informatique, rappelé dans une enquête publiée en 2010 le Club de la sécurité de l'information français (Clusif). Par ailleurs, 23 % des entreprises dans le monde - 29 % en France - disent

avoir été victimes de la cybercriminalité en 2011, selon une étude publiée en novembre par le cabinet de conseil PwC.

Cela a un coût : une étude du cabinet Gartner évalue à 26,30 milliards d'euros en 2011 - et prévoit 37 milliards d'euros en 2015 - les dépenses mondiales des entreprises pour leur sécurité informatique. Le préjudice global des atteintes à cette sécurité est évalué à 291 milliards d'euros dans le monde, et à 1,7 milliard en France, selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) dans son rapport 2011. Malgré ces chiffres alarmants,

seulement 39 % des entreprises accorderaient « à la sécurité de leurs activités et de leurs données plus d'importance aujourd'hui qu'hier », selon une enquête de l'éditeur de logiciels antivirus Symantec.

**Personne « n'est à l'abri »**

Eric Barbry, avocat spécialiste de la cybercriminalité au cabinet Alain Bensoussan, estime en effet que « les entreprises françaises n'ont pas pris la mesure du risque. Les responsables informatiques, confrontés aux contraintes techniques, à l'évolution du cadre réglementaire qui impose des obliga-

tions de plus en plus contraignantes et... à la difficulté à convaincre leur hiérarchie, sont désespérés ».

Le Clusif constate que 33 % des entreprises ne disposent toujours pas d'un plan de continuité d'activité pour traiter les crises majeures et 25 % ne font pas d'audits de sécurité. Il observe que le budget sécurité des entreprises a régressé ou stagné pour respectivement 10 % et 48 % d'entre elles en 2010. « Un des problèmes des entreprises, c'est qu'elles pensent que cela ne peut pas leur arriver, alors qu'aucune n'est à l'abri », selon M. Barbry. Ce dernier estime cependant

que la situation s'améliore lentement en France, grâce à la création en 2009 de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, aux conseils prodigués par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et par l'instauration des normes protectrices ISO 27000.

Le Clusif constate de son côté que 73 % des entreprises ont formalisé une politique de sécurité de leur système informatique (+14 % par rapport à 2008), et que 49 % ont désigné un « responsable de la sécurité informatique » (+12 % par rapport à 2008). ■

Pierre Jullien